



SECURITY DEFENSE

Business review

L'actu de la Menace

N° 215 • 14 Mai 2019

→ Une Semaine Sainte dramatique !

En 2019, les Chrétiens du monde auront connu des Fêtes Pascales dramatiques et sanglantes !

Paris - 15 avril, 18h50 : le feu se déclare à la base de la flèche de Notre-Dame de Paris et, en quelques minutes, des flammes gigantesques embrasent la toiture et une grande partie de l'édifice. 23h50 : les autorités françaises annoncent que le feu est maîtrisé et que la structure globale de la cathédrale serait préservée. Mais c'est le 16 avril à 03h42 que les pompiers de Paris annoncent que l'incendie est enfin maîtrisé et partiellement éteint. Il aura fallu plus de 9h de combats et près de 400 pompiers pour venir à bout de cet effroyable incendie ! On pourrait se demander pourquoi les autorités françaises ont été aussi promptes à annoncer la fin de l'incendie et la sauvegarde de l'édifice. Etait-ce pour bloquer toute polémique sur l'origine de ce sinistre ? Des spécialistes (architectes, pompiers, artisans, etc.) ont osé poser des questions sur les causes de l'incendie : ils ont été immédiatement taxés de complotistes par le gouvernement, ministre de l'Intérieur en tête. Dans SDBR du 26/02/2019, Christophe Stalla-Bourdillon nous avait expliqué : « Le terme - complot - est utilisé assez régulièrement pour décrédibiliser un certain nombre d'hommes et de femmes politiques, de blogs ou d'experts... Il suffit de dire - c'est un conspirationniste - et, que ce soit vrai ou faux, la personne est immédiatement morte médiatiquement » ! C'est exactement ce qui se passe depuis le 16 avril. Pour autant, il faudra bien donner une explication crédible à un départ de feu, non détecté et non immédiatement maîtrisé, dans le plus grand édifice religieux de France, alors qu'il semble qu'il n'y avait, près de la charpente, aucune source d'énergie capable de s'enflammer ? S'il n'y a pas eu d'intervention humaine (faute ou acte délibéré), alors se pourrait-il que nous soyons en présence d'une manifestation paranormale... ?

Sri Lanka, 21 avril : 9 kamikazes, dont une femme, ont provoqué un carnage dans trois hôtels de luxe et trois églises, en pleine messe de Pâques, à Colombo et ailleurs dans le pays : au moins 360 morts et plusieurs centaines de blessés ! Les autorités locales ont attribué le bain de sang au mouvement islamiste local National Thowheeth Jama'ath et pensent qu'il a bénéficié d'un soutien logistique international (Etat Islamique ?). Des dizaines de suspects ont été interpellés depuis par la police. Les responsables des services de renseignement sri-lankais sont soupçonnés d'avoir délibérément caché des informations qui leur avaient été fournies par les services indiens, dès le 04 avril, sur un risque d'attentats et de n'avoir rien fait pour les empêcher.

Nigeria, 21 avril, 23h30 : un véhicule conduit par deux musulmans (dont un fonctionnaire de sécurité) a foncé, délibérément et par l'arrière, sur un cortège avec fanfare de jeunes enfants des églises de l'Evangelical Church Winning All (ECWA) de Gombe qui fêtaient Pâques, en tuant huit et en blessant trente-cinq ! Depuis le 1er janvier 2019, 4305 Chrétiens ont été tués (+40%) et 1847 Eglises ciblées (+100%) dans le monde ! AE

SOMMAIRE

- > Interview de Gregor Mathias, Chercheur p.2
- > Dans les secteurs p.5
- > Les marchés financiers p.6
- > Computacenter et Radar Services p.7

AGENDA

- > 16 - 19 Mai 2019 - Lima, Pérou
SITDEF
- > 28 - 30 Mai 2019 - Prague, Rép. Tchèque
ISS World Europe
- > 29 - 31 Mai 2019 - Brno, Rép. Tchèque
IDET
- > 17 - 23 Juin 2019 - Paris, France
Paris Air Show
- > 18 - 20 Juin 2019 - Kuala Lumpur, Malaisie
Critical Communications World

Plus d'infos

→ ShadowHammer

Kaspersky vient de révéler qu'Asus n'avait pas été la seule société ciblée par les actes de piratage ShadowHammer. Il semblerait que six autres organisations ont été infiltrées par les attaquants.

Interview de Gregor Mathias

Docteur en histoire et chercheur en géopolitique sur les questions de sécurité et de défense en Afrique

◆ SDBR : Que se passe-t-il en Algérie aujourd'hui ?

Gregor Mathias : La situation est dans l'impasse sur le plan politique et économique. L'Algérie dépend à 98% de l'exportation de ses hydrocarbures, sachant qu'actuellement la production de pétrole est en baisse alors que la production de gaz est plutôt à la hausse. Mais cette hausse est annulée par la consommation intérieure en forte croissance. Il y a également un problème financier car le budget algérien est basé sur un baril de pétrole oscillant entre 120 et 150 dollars. Or, depuis plusieurs années le baril de Brent est bien loin d'atteindre ces cours, les réserves de change du pays ont progressivement fondu tandis que l'ancien gouvernement d'Ouyahia a fait marcher la planche à billets (55 milliards de dollars). Il faut donc s'attendre à une crise financière grave en Algérie d'ici un à deux ans faute de réformes drastiques. La population algérienne considère actuellement, parfois à juste titre, que les ressources naturelles de l'Algérie ont été pillées par le clan Bouteflika et par les milieux d'affaires qui maîtrisent l'importation des produits : chaque clan s'enrichit par l'importation des produits de première nécessité, l'Algérie n'étant pas autonome sur ces produits.



◆ Cette situation économique n'est pas nouvelle, n'est-ce pas ?

Absolument. En Algérie il existe deux grands partis : le FLN (héritier de l'indépendance) à tendance socialisante et le RND (Rassemblement National Démocratique) de l'ancien Premier ministre Ouyahia, fondé en 1997, à tendance plutôt libérale mais allié traditionnel du FLN. Sous son influence, le système avait commencé à se libéraliser, avec notamment l'interdiction d'importer un certain nombre de produits, ce qui avait fait naître des conflits avec les milieux économiques qui s'enrichissaient en important des produits alimentaires et industriels. Le FLN et le RND dirigent donc l'Algérie en alternance mais avec une mono-économie sclérosée, une démographie galopante et en anesthésiant l'opinion à coups de distribution de logements et de produits subventionnés (huile, sucre, céréales, essence). L'effet pervers se manifeste par les trafics de ces produits subventionnés avec les pays limitrophes (Maroc, Mali, Niger et Tunisie). Donc, quelle que soit l'équipe qui arrivera au pouvoir dans les mois qui viennent, elle se retrouvera avec une situation difficile à gérer alors même que le dinar perd en valeur : un euro valait 210 dinars à l'achat sur le marché noir contre 134 dinars sur le marché officiel en avril 2019.

◆ Quel est le rôle de l'Armée dans cette situation ?

Il faut savoir que l'Armée a soutenu le cinquième mandat de Bouteflika dès le début avant de le lâcher en médiatisant les différents avertissements pour le retrait de la candidature ; le revirement d'Ahmed Gaïd Salah est totalement opportuniste ! Gaïd Salah est en place depuis 1994 et, depuis 2013, il est à la fois vice-ministre de la Défense Nationale et Chef d'Etat-major de l'Armée algérienne : il fait donc totalement partie du système politico-sécuritaire algérien. Le pays est tenu par le clan des frères Bouteflika d'une part, par l'Armée d'autre part et enfin par les milieux économiques qui dépendent des deux premiers groupes. L'Armée est depuis l'origine au cœur du système algérien. Elle a participé à la vie politique depuis 1962, d'abord au détriment des maquisards de la première heure, puis en éliminant Ben Bella pour mettre en place Boumediene, et a toujours maintenu son influence 57 ans. Elle est structurée entre deux pôles, les services de renseignement (le MALG, puis le DRS) et l'armée. Après avoir eu beaucoup d'influence, le DRS a été mis de côté entre 2013 et 2016 par Bouteflika avec le soutien de l'armée. Si Gaïd Salah reste à la tête de l'armée, il y a peu de chance que l'Algérie trouve une alternative politique crédible. S'il s'en va, c'est que la pression populaire aggravant le marasme économique aura été trop forte à la suite des différentes manifestations du vendredi, jour chômé (le 26 avril a été l'acte X !). Actuellement trois personnes tiennent le système : Noureddine Bedoui, le nouveau 1er ministre, ancien ministre de l'Intérieur est un fidèle de Bouteflika ; Abdelkader Bensalah, le Président de la République par intérim est à la tête du Sénat depuis 17 ans ; Tayeb Belaiz, qui a démissionné le 16 avril de ses fonctions de Président du Conseil Constitutionnel, soupçonné d'avoir rédigé la lettre de démission de Bouteflika a été remplacé en très peu de temps par Kamel Feniche, un magistrat qui a laissé une réputation de juge inflexible dans la répression de l'autonomisme berbère au début des années 80.

Suite de l'interview...

◆ Quelle est l'ambiance générale dans le pays ?

La pression populaire ne semble pas faiblir et les ministres sont empêchés de se déplacer dans le pays. Une élection présidentielle est prévue pour le 4 juillet, or des maires et des magistrats refusent d'organiser ce scrutin : il semble que le blocage s'intensifie. Néanmoins, depuis l'été 2018, suite à une découverte d'un trafic de cocaïne qui a touché des cadres de la police, puis de l'armée, une purge a été opérée qui a permis le renouvellement de tous les chefs des régions militaires et des responsables de la police. Gaïd Salah a donc parfaitement verrouillé les services de l'armée et de la police. Le changement ne pouvant venir des forces de sécurité, le risque peut venir de la rue mais on a vu ces dernières semaines s'intensifier la répression en marge des manifestations et les menaces verbales de Gaïd Salah à l'égard de ceux qui empêchent les déplacements des ministres et des préfets (walis), signes d'un raidissement d'un pouvoir aux abois. La conférence nationale de sortie de crise a été un échec boycottée par les principaux partis qui refusent de présenter des candidats aux élections, même si on compte 45 candidats pour la présidentielle, un autre moyen de fragmenter le mécontentement.

◆ Où sont les islamistes ?

Les islamistes servent le système par leur effet repoussoir mais ils n'ont pas beaucoup de pouvoir, ils sont marginalisés sauf lorsque le régime les instrumentalise pour servir ses intérêts, comme il l'a fait dans le passé. Il faudra voir ce qu'il se passe au moment du Ramadan, entre le 5 mai et le 4 juin, qui peut être une période d'accentuation des tensions. Puis il restera théoriquement un mois avant l'élection présidentielle, la veille des vacances d'été en Algérie... Il faut savoir qu'en temps normal, le taux de participation aux élections en Algérie a toujours très faible : le régime a souvent évoqué des taux de 40% alors que les observateurs officiels estiment la participation à 20% de la population. Il faut rappeler qu'en Algérie, les fonctionnaires et les militaires votent sur leur lieu de travail et qu'il n'y a pas d'isoloirs ; la transparence des scrutins est donc toute relative... Ce qui est symptomatique, c'est que les médias français ne parlent jamais fraudes à propos des élections en Algérie et prennent trop complaisamment les résultats officiels des scrutins pour argent comptant...

◆ Quel jeu joue la France ?

La France a peur que le chaos s'installe en Algérie et que, vu le nombre de binationaux déjà en France, un grand nombre de familles puisse se réfugier dans l'Hexagone avec une vague migratoire incontrôlable, facilitée par les nombreux ferries Alger-Oran-Bougie (Bejaia) qui font déjà la traversée régulière jusqu'à Marseille. En cas d'afflux, d'autres ports nécessiteraient d'être mobilisés, comme Toulon ou Perpignan. Il ne faut pas négliger le poids et l'influence des diasporas qui peuvent faire pression pour l'accueil, voire même provoquer des troubles localement. Les crises dans les pays d'origine ont souvent eu des répercussions dans les pays d'accueil : les affrontements entre les Kurdes et les Turcs en Allemagne ou l'agitation de diasporas albanophones ou tchétchènes l'ont montré dans le passé.

◆ Quelle est la situation sur la frontière sud de l'Algérie ?

Il semble que nous soyons revenus à la situation de 2012. Au Mali, en 2012, il y avait un régime corrompu et jugé unanimement incompetent, avec des manifestations de rue contre lui ; l'armée malienne avait perdu le contrôle du nord du pays et les groupes djihadistes étaient à l'offensive. En 2019, vous retrouvez tous ces éléments : le Président IBK (Ibrahim Boubakar Keita), bien que réélu en 2018, est contesté par de massives manifestations dans les rues de Bamako ; la situation militaire est très mauvaise dans le Nord Mali et désormais le centre du pays échappe totalement à l'armée malienne (conflits ethniques entre Peuls et Dogons) ; la situation économique n'est pas bonne non plus. Les troupes françaises se retrouvent donc dans une situation d'« ensablement » que nous avons déjà annoncé avec Thomas Flichy de Neuville en 2013 dans un livre intitulé Opération SERVAL au Mali : l'intervention française décryptée*. La mission de formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM Mali) a formé tous les éléments de l'armée malienne, mais celle-ci se révèle toujours incapable de lutter contre les groupes armés djihadistes et de se faire accepter par les populations : ceux du Sud considèrent la population d'origine touarègue ou peule comme les complices des terroristes et inversement. Malgré toutes ces difficultés, les forces françaises BARKHANE poursuivent leur mission en ciblant les nouvelles zones déstabilisées dans le centre du pays dans un contexte où une partie de l'opinion publique de Bamako considère la France comme le bouc émissaire de ses problèmes !

* https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_104974.htm

Suite de l'interview...

◆ Quelle est donc la solution pour la France ?

L'état des lieux n'est pas brillant, alors que la France essaie de résoudre la situation sécuritaire en soutenant les forces maliennes : les élites locales sont inefficaces, l'administration locale est totalement corrompue, l'armée malienne a beaucoup de mal pour venir à bout de la guérilla (qui évolue entre terrorisme, guerre ethnique et banditisme). De plus, les autorités maliennes ont sous-traité, depuis plusieurs années, la protection des populations à des milices ethniques (chasseurs dozogs, milices touarègues fidèles à Bamako) avec toutes les conséquences que cela peut avoir. C'est ainsi qu'une milice composée de Dogons a assassiné 160 personnes dans un village Peul au centre du Mali le 23 mars dernier ! On retrouve la même situation au Burkina Faso, avec les milices mossies koglwéogos, avec des exactions au nord du pays. En fait, tous ces pays ont été organisés sur le modèle français centralisateur de la Vème République, ce qui se révèle une grave erreur : il leur faudrait certainement un système fédéral, à l'allemande ou à l'américaine, avec deux chambres composées des représentants de toutes les régions du pays pour éviter la confiscation du pouvoir par la majorité. Mais encore faudrait-il que les tenants actuels du pouvoir acceptent de partager leur pouvoir centralisateur ! On en est bien loin.

◆ Cette situation au Mali peut-elle influencer sur l'Algérie ?

Le risque réside dans l'impatience des populations face à des régimes corrompus. Pour résoudre les fondamentaux de l'économie algérienne et que le pays retrouve un développement, il faudrait des réformes qui libèrent l'initiative individuelle. On donne actuellement en pâture à l'opinion publique quelques chefs d'entreprise liés au système Bouteflika, comme les frères Kouninef, Ali Haddad, ancien président du MEDEF algérien (le HCE), la 5ème fortune du pays ou le président de la Sonatrach (la compagnie nationale des hydrocarbures algériens) arrêtés pour corruption et mis en détention. En réalité, il faudrait s'attaquer au monopole de tous les groupes économiques d'Algérie qui pour prospérer ont dû tous pactiser avec le régime. C'est évidemment impossible à réaliser pour tout nouveau système politique, accepté ou non par la rue. Or, on peut douter que la population patiente. L'Algérie va donc entrer dans une grave période de turbulences. L'armée peut tenir le pouvoir pendant un certain temps, mais les ressources en hydrocarbures et les cours du Brent seront tôt ou tard son épée de Damoclès.

Interview réalisée le 26 avril 2019 par Alain Establier



Les articles de cette Lettre sont protégés par le droit d'auteur

Avant d'en faire des copies dans le cadre de votre activité professionnelle, assurez-vous qu'un contrat d'autorisation a été signé avec le CFC

www.cfcopies.com



Dans les secteurs

➔ Mise à flot de la frégate multimissions – FREMM - Alsace

Le 18 avril 2019, NAVAL GROUP a mis à flot la frégate multimissions FREMM Alsace. Première des deux frégates de défense aérienne du programme FREMM (FREMM DA) destinée à la Marine nationale et dotée des mêmes performances de lutte anti-sous-marine que les précédentes unités, l'Alsace bénéficie de capacités accrues en matière de défense aérienne. Treize mois après la mise sur cale du premier bloc, la FREMM DA Alsace est sortie de la forme de construction du site Naval Group de Lorient (livraison prévue au 1er semestre 2021). Neuvième frégate multimissions FREMM, il s'agit de la septième française commandée par l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) pour le compte de la Direction générale de l'armement (DGA). Pour répondre aux exigences opérationnelles, la FREMM Alsace intègre les dernières évolutions commandées par l'OCCAR, selon un planning de livraison inchangé : un radar multifonction plus puissant, des moyens de communication renforcés, trois consoles supplémentaires du Combat Management System SETIS® dans le «central opérations» avec des capacités de défense aérienne améliorées mettant en œuvre les missiles Aster 15 et 30, une nouvelle mâture optimisée pour augmenter les performances en détection. En plus d'assurer les mêmes missions de lutte anti-sous-marine que les FREMM précédentes, la FREMM DA Alsace aura pour rôle d'assurer la défense aérienne des unités majeures : porte-avions Charles de Gaulle, ou encore porte-hélicoptères amphibie (PHA), dans le cadre d'un groupe aéronaval ou amphibie. Sept FREMM ont déjà été livrées entre 2012 et 2018. À l'international, le Maroc a réceptionné la «Mohammed VI» en 2014 et l'Égypte « la Tahya Misr » en 2015. La FREMM Normandie sera livrée à l'été 2019 et la Lorraine est prévue pour le 2ème semestre 2022.

www.naval-group.com

➔ DEVERYWARE a racheté TRACIP

Deveryware, spécialiste de la géolocalisation en temps réel, a racheté Tracip, spécialiste de la récupération de données et de l'investigation numérique, poursuivant ainsi sa stratégie de diversification initiée en 2018. L'opération devrait favoriser la synergie entre ces deux acteurs grâce à une complémentarité de leur offre. Deveryware conçoit, développe et commercialise des solutions de géolocalisation en temps réel de téléphones mobiles et de balises dédiées à la sécurisation des personnes et des biens. Créée en 2003, la société articule désormais son offre autour de son pôle historique « Homeland Security » (des solutions logicielles dédiées à la collecte et l'analyse de données de géolocalisation dans le cadre des enquêtes) et plus récemment autour du pôle « Safe and Smart City » (informations massives et ciblées des populations, des biens et personnes en zone sensible). Créé en 1994, Tracip fut le premier laboratoire d'expertise judiciaire français. Son savoir-faire et son expérience se déclinent aujourd'hui autour de quatre principaux axes : la création de laboratoires d'investigation numérique et de récupération de données (Mobil'IT) ; le conseil, la formation et la sensibilisation aux problématiques de l'investigation numérique ; la récupération de données numériques critiques devenues inaccessibles suite à une panne matérielle ou un incident ; la création de laboratoire mobile ADN (Mobil'DNA). Avec cette acquisition, Deveryware complète son offre globale au service de la mission régaliennne de l'État en matière de sécurité nationale.

www.deveryware.com www.tracip.fr

➔ Qualys est devenu partenaire du CIS (Center for Internet Security)

Qualys, fournisseur de solutions de sécurité et de conformité dans le Cloud, a annoncé un partenariat avec le CIS (Center for Internet Security) pour fournir à tous ses membres une visibilité intégrée de leurs sites Web, certificats numériques externes et configurations SSL/TLS. Le centre CIS intégrera Qualys CertView à son Centre de partage et d'analyse de l'information multi-états (MS-ISAC). Grâce à cette nouvelle fonctionnalité, le CIS pourra désormais accompagner et informer les membres de l'expiration, de la vulnérabilité ou de problèmes de configuration concernant leurs certificats numériques dans le cadre de leurs rapports mensuels personnalisés existants, ce qui leur épargnera des pannes de services et des dommages pour leur réputation. Les bancs d'essai et les contrôles réalisés par le CIS sont des guides de consensus élaborés par des praticiens de la sécurité. Ils sont destinés à garantir les performances et non pas à faire du profit. Ces bancs d'essai permettent de protéger les systèmes contre les cyber-menaces d'aujourd'hui qui évoluent en permanence. www.qualys.com

Les marchés financiers

Lorsqu'on évoque les problèmes européens, les marchés ont tendance à se focaliser sur les dossiers politiques et leurs incidences économiques : gouvernement italien, Gilets Jaunes... C'est pourtant sur un pays jugé sans risques politiques majeurs que les marchés portent aujourd'hui un regard inquiet : l'Allemagne vient d'abaisser sa prévision de croissance du PIB en 2019 à 0.5% (soit deux fois moins que la dernière prévision publiée en janvier) entérinant ainsi que le trou d'air de l'économie allemande, et plus spécifiquement de son industrie, observé depuis le début du 2ème semestre 2018, n'a pas que le caractère transitoire que de nombreux analystes envisageaient à l'automne, en argumentant sur des problèmes spécifiques dans l'industrie automobile, chimique ou pharmaceutique. Même si le gouvernement espère toujours un net rebond du PIB en 2020 (+1.5%), force est de reconnaître que l'Allemagne pâtit d'une baisse de sa compétitivité relative dans un contexte de commerce international moins porteur. Y aura-t-il un nouveau souffle avant la fin de mandat d'Angela Merkel? Il n'est aujourd'hui pas illégitime d'en douter !

Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 17/04/19	Cours au 26/04/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19	Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 17/04/19	Cours au 26/04/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19
Rheinmetall	DE	77,16	100,6	102,35	▲	33%	Volvo Corp.	SW	115,95	148,4	152,45	▲	31%
Siemens	DE	97,38	106,04	105,38	▼	8%	Babcock Int Group	UK	489,3	528,6	513,2	▼	5%
ThyssenKrupp	DE	14,98	13,69	12,86	▼	-14%	Bae Systems	UK	459,2	512,6	493,6	▼	7%
Nokia Corp.	FIN	5,08	5,07	4,77	▼	-6%	Qinetiq Group	UK	286,4	288,35	293	▲	2%
Airbus Group	FR	83,98	119,4	121,24	▲	44%	Ultra Electronics	UK	1300	1543	1573	▲	21%
Atos	FR	71,48	92,78	92,88	▲	30%	Boeing	US	322,5	382,17	379,62	▼	18%
Dassault Aviation	FR	1210	1300	1333	▲	10%	Cisco Systems	US	43,33	57,09	56,13	▼	30%
Safran	FR	105,4	122,95	128,5	▲	22%	Elbit Systems	US	114,02	142,28	137,34	▼	20%
ST Microelectronics	FR	12,48	16,62	16,14	▼	29%	General Dynamics	US	157,21	176,35	176,88	▲	13%
Thales	FR	102	107,45	111,35	▲	9%	Honeywell International	US	132,12	164,03	171,52	▲	30%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	7,85	10,04	9,62	▼	23%	Johnson Controls (Tyco)	US	29,65	36,87	36,88	▲	24%
Leonardo	IT	7,68	10,68	10,52	▼	37%	Kratos	US	14,09	15,03	15,41	▲	9%
Hitachi Ltd	JP	2935	3727	3689	▼	26%	L3 Communications	US	173,66	215,72	215,26	▼	24%
Mitsubishi Electric	JP	1216	1538	1582	▲	30%	LEIDOS / ex SAIC	US	52,72	65,07	66,69	▲	26%
Panasonic	JP	990	979	1021	▲	3%	Lockheed Martin	US	261,84	311,53	329,32	▲	26%
Sony	JP	5326	4805	5212	▲	-2%	Northrop Grumman	US	244,9	282,95	281,95	▼	15%
Assa Abloy	SW	158,15	205,9	202,1	▼	28%	Raytheon	US	153,35	182,3	179,34	▼	17%
Saab Group	SW	307,8	317	332,6	▲	8%	United Technologies	US	106,48	135,86	140,19	▲	32%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

PANASONIC

Flottant : 2 360 000 000 actions soit 96.32 % du total des actions

Cours au 31/12/2018 : 990 JPY

Cours au 17/04/2019 : 979 JPY

Cours au 26/04/2019 : 1021 JPY

Variation par rapport au 01/01/2019 : + 3 %

Dividende 2019 : 30 JPY soit un rendement de 3.03 %

Actualités : Grâce au « deep learning », l'intégration de FacePRO (by Panasonic) au Centre de Sécurité de Genetec aide les professionnels de la sécurité à créer des listes de surveillance et à faire correspondre des milliers de visages, même sous des angles difficiles, partiellement cachés ou à partir de captures de vieilles photos : avec un angle allant jusqu'à 45 degrés vers la gauche ou la droite, ou 30 degrés vers le haut ou le bas ; taux de précision de 90% lors de la détection de visages partiellement masqués par des lunettes de soleil ou des masques faciaux.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
4 Rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 999 € HT (TVA 20%: 1 198.80€ TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 20% 720 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 28 Mai 2019**

3 Questions à Pascal Hauet,

« Practice leader réseaux et sécurité » chez Computacenter

Et à Wolfgang Wimmer

« Head of Partner Sales EMEA » chez Radar Services

→ SDBR : Qu'est-ce que Computacenter* ?

Pascal Hauet : Computacenter est un fournisseur indépendant de services d'infrastructures informatique, centré sur l'efficacité des utilisateurs et de leur business. Nous conseillons les organisations dans leur stratégie IT, implémentons la technologie la plus appropriée qui optimisera leurs performances et manageons les infrastructures de nos clients. Il s'agit de grandes entreprises publiques ou privées à qui nous offrons trois types de contrats de services : le management d'infrastructures et de sécurité, des services professionnels tels que l'accompagnement de nos clients sur la transformation numérique ou sur l'évolution des data center, enfin l'approvisionnement en aidant nos clients à acquérir les éléments technologiques dont ils ont besoin. En matière de sécurité, Computacenter propose à travers son centre de cyberdéfense (CDC), construit en collaboration avec Radar Services, des services managés de sécurité à de nombreux clients français, européens et internationaux : gestion des informations et des événements de sécurité, supervision de la sécurité informatique, détection avancée des cybermenaces, détection de risques informatiques.

→ Parlez-nous de Radar Services*...

Wolfgang Wimmer : Radar Services est une société autrichienne créée en 2011 qui compte 150 collaborateurs et plus de 200 clients dans le monde. Ses activités sont centrées sur la détection des risques liés à la sécurité informatique d'entreprises et organismes publics, proposée en tant que solution ou service managé. La plateforme technologique ultramoderne développée par Radar Services constitue la base sur laquelle les clients peuvent construire leur centre opérationnel de la sécurité (SOC). La plateforme de Radar Services est basée sur un système de nouvelle génération caractérisé à la fois par l'intelligence et l'automatisation, et par une surveillance complète de la sécurité informatique et une évaluation des risques informatiques pour les entreprises et les institutions. La plate-forme est conçue de manière « agnostique » et permet d'analyser et d'évaluer entre autres toutes les informations de journalisation et de réseau. La détection des risques est basée sur une corrélation à plusieurs niveaux, reliant diverses informations et événements, à la fois automatisée et issue du travail d'experts. On utilise alors des analogies spécifiques aux clients, ainsi que des analogies entre clients et entre industries. Grâce à sa technologie, Radar Services analyse annuellement 617 pétaoctets de données, 74 trillions d'événements, 917 millions d'informations sur les vulnérabilités et identifie en moyenne 2,9 millions d'incidents par an. Nous pouvons citer parmi nos clients Telecom Liechtenstein AG, l'aéroport de Salzburg ou la société RedBull.

→ Quel sera votre avantage concurrentiel sur un marché de la sécurité déjà bien encombré ?

Nous pouvons mettre en avant notre approche globale de la sécurité pour proposer une couverture maximale des infrastructures clients (datacenters, réseaux, Cloud, terminaux et équipements des utilisateurs, IoT). L'objectif est de préserver la continuité des opérations et le maintien en ordre de marche des infrastructures vitales. Dans notre offre basée sur quatre niveaux de services, nous assurons la collecte et corrélation des logs, leur analyse et la mise en place de procédures de réaction adaptées. Nous assurons un accompagnement personnalisé dans la gestion de ces prestations de services managés. Toutes les informations concernant les risques et la sécurité informatiques sont centralisées dans le cockpit risques et sécurité. Grâce à nos plateformes de supervision, nos outils de détection des vulnérabilités et nos rapports sur l'activité et la conformité, nous réduisons les coûts et la complexité. Notre objectif est de faire économiser du temps et de l'argent à l'entreprise. Enfin, soulignons que notre technologie est complètement développée en Europe et que notre CDC est le plus grand centre de cyberdéfense en Europe.

Interview réalisée par Alain Establier

* www.computacenter.com www.radarservices.com